



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AMBASSADE DE FRANCE  
AU NIGER  
Service de Presse

## LE NIGER A TRAVERS SA PRESSE DU 16 AU 29 FEVRIER 2012

### SOMMAIRE

#### INTERNATIONAL

CEDEAO  
Union Africaine  
Bureau International du Travail (BIT)  
Mali  
Libye  
Tchad

#### COOPERATION BILATERALE ET MULTILATERALE

Nations Unies  
Union Européenne  
Banque Mondiale  
UEMOA  
France

#### POLITIQUE ET AFFAIRES INTERIEURES

Présidence  
Conseil des ministres du 15 février 2012  
Chambre du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat du Niger (CCIAN)  
Conseil Constitutionnel de Transition  
Disparition du Sultan de l'Air  
6<sup>ème</sup> République  
Lutte contre la corruption

#### PARTIS POLITIQUES - SYNDICATS - ASSOCIATIONS

PNA Al Oumma  
MNSD Nassara  
RDP Jama'a  
Moden Lumana

#### SOCIETE

Santé

#### ECONOMIE

BIA  
AREVA

### CEDEAO

Le Chef de l'Etat, S.Exc. M. Mahamadou Issoufou, a pris part, les 16 et 17 février, à la 40<sup>ème</sup> session ordinaire des Chefs d'Etat et de gouvernement de la CEDEAO, à Abuja (Nigeria). A l'ordre du jour de cette session : le rapport annuel 2011 du président de la commission, le rapport de la 29<sup>ème</sup> réunion du Conseil de médiation et de sécurité ainsi que l'élection du président de la Conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement de l'organisation, en la personne de S.Exc. M. Alassane Dramane Ouattara, Président de la République de Côte d'Ivoire, *Sahel Dimanche (17/02/12)*. En plus de ces points, précise le journal, la sécurité de la région a été au centre des débats.,

### Union Africaine

Le Président de la République, S.Exc. M. Mahamadou Issoufou a assisté, le 18 février à Cotonou (Bénin), à la réunion informelle des Chefs d'Etat sur la définition de la feuille de route du nouveau président en exercice de l'UA, S. Exc. M. Boni Yayi, Président de la République du Bénin, *Le Sahel (20/02/12)*. Parmi les points abordés au cours de la réunion : la question de l'unité africaine, les questions relatives à la sécurité et à la paix sur le continent, le développement de l'agriculture et la sécurité alimentaire, l'éducation, la recherche et l'innovation en Afrique. « On a convenu que la promotion de l'unité africaine doit se faire autour d'un certain nombre de valeurs, notamment démocratiques, à l'exemple de l'Union Européenne », a déclaré le Président Issoufou à son retour de Cotonou.

### Bureau International du Travail (BIT)

« Le Niger lance officiellement la campagne du candidat Dr Ibrahim Assane Mayaki », *Le Sahel (20/02/12)*.

### Mali

- « Insécurité dans le nord malien : des ex miliciens nigériens dans les combats », annonce *L'Evénement (23/02/12)*. Selon le journal, un groupe d'ex membres de la milice peulh a rejoint les rangs du Mouvement National de Libération de l'Azawad (MNLA), dans le conflit qui l'oppose à l'armée malienne régulière.

- Le ministre Juppé était en tournée en Afrique de l'Ouest, rapporte l'Enquêteur (27/02/12), au Bénin, au Burkina Faso et au Mali. Il s'est entretenu avec le Président Adamou Toumani Touré, le 26 février, à propos de la situation dans le nord malien et la nébuleuse « AQMI ». Le *Canard Déchaîné (27/02/12)* s'interroge sur l'attitude jugée « ambiguë » de la France, qui conseille de dialoguer avec les Touaregs avec le concours de l'Union Africaine, « alors même qu'elle n'a pas privilégié ce mode de résolution des conflits en Libye [...] . Voudrait-on faire durer la partition du mali et permettre une réelle implantation d'AQMI pour prolonger la guerre contre le terrorisme ? », poursuit l'auteur.

- « Près de 29.000 déplacés se réfugient au Niger », titre *L'Actualité (29/02/12)*. Selon le Haut Commissariat aux Réfugiés, 29.000 Maliens ont gagné le Niger depuis la mi-janvier, alors que 23.000 autres se sont réfugiés en Mauritanie et 17.500 au Burkina Faso. Les équipes du HCR ont été renforcées sur le terrain, notamment dans les localités de Sinégodar, Banibangou, Abala et Mangaizé. Préparant la relocalisation des personnes déplacées sur des sites aménagés, le HCR demande 35,6 millions de dollars d'aide humanitaire.

### Libye

« Le gouvernement recommande à la jeunesse de 'se garder de la tentation d'exode spontanée vers la Libye », rapporte *Le Témoin (28/02/12)*. Suite à un accident de voyageurs qui a provoqué la mort de deux Nigériens, en Libye, le 24 février, le ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération conjointement au ministère de l'intérieur, ont recommandé au Nigériens de ne pas se rendre en Libye, « jusqu'à ce que la situation sécuritaire et économique devienne stabilisée ».

## **Tchad**

« Notre pays pourra désormais acheminer son pétrole brut par le pipeline tchadien jusqu'au port camerounais de Kribi », *Le Sahel (29/02/12)*. Un protocole d'accord a été signé dans ce sens, le 26 février, dans le cadre d'une mission conduite par le ministre d'Etat, ministre des Affaires Etrangères, M. Mohamed Bazoum et le ministre de l'Energie et du Pétrole, M. Foumakoye Gado à N'Djamena (Tchad).

## **COOPERATION BILATERALE ET MULTILATERALE**

### **Nations Unies**

Mme Helen Clarck, Administrateur du PNUD et Présidente du Groupe des Nations Unies pour le Développement et Mme Valérie Amos, Sous-secrétaire Générale des Affaires Humanitaires, étaient en visite au Niger les 16 et 17 février, pour dresser un bilan de la situation alimentaire, *Le Sahel (20/02/12)*. A l'issue d'un entretien avec le président de la République, S.Exc. M. Mahamadou Issoufou, et d'une visite dans la région de Tillabéri, Mmes Helen Clarck et Valérie Amos ont déclaré, dans une conférence de presse que « Le message essentiel de la mission consiste à faire un plaidoyer pour une réponse en vue de développer une résilience pour le futur ».

### **Union Européenne**

« L'union Européenne décide de majorer l'enveloppe du Niger de près de 16 milliards 600 millions de Fcfa (environ 25 millions d'euros)», en vue de renforcer l'initiative pour l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement, annonce *Le Sahel (23/02/12)*.

### **Banque Mondiale**

« 7,5 milliards de Fcfa en soutien aux efforts du gouvernement », annonce *Le Sahel (27/02/12)*. En marge des travaux de la revue annuelle conjointe gouvernement-Banque Mondiale, un accord de prêt a été signé, le 24 février, d'un montant de 15 millions de dollars, entre le ministre d'Etat, ministre du Plan, M. Boubacar Cissé et le représentant de la Banque Mondiale au Niger, M. Nestor Coffi. L'appui budgétaire est destiné à soutenir la réinsertion économique des rapatriés de Libye, de Côte d'Ivoire, du Nigéria et des déplacés de la crise malienne, précise le journal.

### **UEMOA**

A l'issue de la Session extraordinaire du Conseil des ministres de l'UEMOA, réuni à Ouagadougou (Burkina Faso) le 20 février, la Commission de l'UEMOA a annoncé vouloir octroyer « une aide directe de 10 milliards de Fcfa aux Etats affectés par l'insécurité alimentaire », *Le Sahel (23/02/10)*.

### **France**

- « Bientôt une bourse céréalière ponctuelle à Niamey », annonce *La Roue de l'Histoire (15/02/12)*. L'ambassadeur de France au Niger et le représentant de l'ONG Afrique Verte ont signé, le 17 février, une convention de subvention de 100.000 euros pour la réalisation d'une banque céréalière ponctuelle à Niamey qui permettra de dynamiser les circuits d'échanges de céréales et favoriser la concurrence sur le marché nigérien et régional.

- L'ambassadeur de France, M. Christophe Bouchard, a entrepris ces deux dernières semaines, une série de visites auprès des professionnels des médias du Niger, notamment à l'Office National d'Edition et de Presse, à l'Office de Radiodiffusion et de Télévision au Niger, à l'Observatoire de la Communication et à la Maison de la Presse, [www.ambafrance-ne.org](http://www.ambafrance-ne.org).

### Présidence

Le Chef de l'Etat, S.Exc. M. Mahamadou Issoufou, s'est rendu à Ouallam, au nord de la région de Tillabéri, pour s'enquérir du déroulement des actions entreprises dans le cadre du programme alimentaire d'urgence, *Sahel Dimanche (24/02/12)*. Accompagné de plusieurs membres du gouvernement, des représentants des Organisations internationales, de l'ambassadeur de France et de l'ambassadeur de Chine, le Président de la République s'est adressé à la population au cours d'un meeting, pour l'encourager dans sa lutte contre l'insécurité alimentaire. S'exprimant également sur la situation des nombreux réfugiés fuyant le conflit touareg au Mali, le Président Issoufou a réitéré l'engagement de son gouvernement à mettre en place le dispositif nécessaire pour la prise en charge sociale et sécuritaire des déplacés. Il a également exhorté la population de la région « à une digne et loyale coopération avec les autorités administratives pour juguler toute menace sécuritaire sur le Niger ».

### Conseil des ministres du 15 février 2012

#### Ministère du Commerce et de la Promotion du Secteur privé :

Le ministre du Commerce a annoncé le lancement de l'opération « ventes à prix modérés » ouverte du 31 janvier à septembre 2012. Les prix de cession du sac de céréales de 100 kg sont fixés à 13.000 Fcfa et 14.000 Fcfa le sac de riz de 14 kg.

#### Ministère de la Communication et des Nouvelles Technologies de l'information :

Adoption du projet de loi portant composition, organisation, attributions et fonctionnement du Conseil Supérieur de la Communication.

### Chambre du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat du Niger (CCIAN)

Par voie de communiqué de presse relatif à l'utilisation du Port de Cotonou, le Président de la CCIAN « demande avec insistance aux opérateurs économiques nigériens d'interrompre, pour leurs nouvelles importations, l'utilisation du Port de Cotonou [...] », pour mettre fin « à la persistance des entraves de toutes sortes au niveau du Port de Cotonou », *Le Sahel (16/02/12)*.

### Conseil Constitutionnel de Transition

Suite à la saisine par 11 députés du groupe parlementaire ARN, sur des requêtes pour violation de la constitution, le Conseil Constitutionnel de Transition a rendu deux arrêts, le 15 février. Le premier arrêt, relatif à la passation de marché public à un député de la majorité, M. Adamou Oumarou Mainassara, affirme que ce dernier n'a pas respecté l'article 52 de la constitution, de même que le ministre signataire des contrats a méconnu les disposition de l'article 39 de la Constitution, *La Roue de l'Histoire (15/02/12)*.

Le second arrêt, relatif à la violation éventuelle du préambule de la constitution par le gouvernement dans le traitement de la demande de levée d'immunité parlementaire du député Zakou Djibo, stipule que le gouvernement, le Président de l'Assemblée nationale et les députés de la majorité n'ont pas violé le préambule ni les articles 8, 39, 41, 89, 116, 117 et 118 de la Constitution, poursuit le journal.

« Un signal fort pour les tenants du pouvoir [...] quant aux précautions dont ils doivent désormais s'entourer », commente *La Griffes (20/0212)*.

*L'Evénement (27/02/12)* dénonce le silence des autorités, deux semaines après l'arrêt rendu par le Conseil Constitutionnel : « le Président de la République donne l'impression de ne pas vouloir écarter [les ministres] qui ont sans conteste sali l'intégrité morale du gouvernement », en attribuant des marchés publics à un député, en violation de la constitution.

## **Disparition du Sultan de l'Aïr**

« Le Niger déplore la perte d'un grand artisan de la paix », titre *Sahel Dimanche* (24/02/12). Décédé des suites d'une longue maladie à l'âge de 74 ans, « Sa Majesté Elhadj Oumarou Ibrahim régnait à la tête du Sultanat de l'Aïr depuis l'indépendance du Niger, en 1960 ». Par ailleurs président de l'Association des Chefs Traditionnels du Niger depuis 2004, Elhadj Ouamrou Ibrahim avait activement participé à la mise en place du Conseil National de Dialogue Politique, réunissant tous les partis du Niger « autour d'un idéal de stabilité et d'enracinement de la démocratie », poursuit *L'Evénement* (23/02/12).

## **6<sup>ème</sup> République**

« Des membres de la CENI et de la Cour Constitutionnelle de Tandja défilent dans les locaux de la police judiciaire », titre *La Griffes* (27/02/12). Le dossier sur la gestion des fonds publics utilisés pour l'installation de la 6<sup>ème</sup> République (élections 2009), a d'ores et déjà conduit en prison, depuis plusieurs mois, l'ancien Président de la CENI. Aujourd'hui, affirme le journal, plus d'un millier de personnes sont poursuivies dans la cadre de cette affaire, dont les huit députés pour lesquels le gouvernement a récemment demandé la levée d'immunité parlementaire au Parlement.

*L'Evénement* (27/02/12) précise, pour sa part, que le gouvernement n'aurait envoyé, jusqu'à présent, que la liste nominative des personnalités concernées et non les dossiers individuels, pourtant nécessaires à l'engagement de la procédure. Selon l'auteur, il ne s'agit que de manœuvres dilatoires des autorités de la 7<sup>ème</sup> République, pour « ne pas envoyer Zakaï et ses complices devant les tribunaux ».

## **Lutte contre la corruption**

« Le dossier NIGELEC devant le Parlement en mars prochain », selon *Le Canard Déchaîné* (20/02/12). Portant sur un détournement d'environ 4 milliards de Fcfa, précise le journal, l'ancien Administrateur délégué de la société nigérienne d'électricité (NIGELEC), M. Ibrahim Foukori, a déjà écopé de plusieurs mois de prison pendant la transition de Salou Djibo, pour trafic d'influence et détournement de deniers publics. Placé en liberté provisoire, il a par ailleurs été élu député du groupe parlementaire ARN à l'Assemblée nationale « pour bénéficier de l'immunité parlementaire », soutient l'auteur.

## **PARTIS POLITIQUES - SYNDICATS - ASSOCIATIONS**

### **PNA Al Oumma**

Le Parti Nigérien pour l'Autogestion (PNA Al Oumma), a célébré le 19 février, son 15<sup>ème</sup> anniversaire, tout en réaffirmant son appartenance à la Mouance pour la Renaissance du Niger (MRN), alliance présidentielle, *Le Sahel* (21/02/12).

### **MNSD Nassara**

« Une victoire et un revers judiciaires pour Seïni Oumarou », titre *La Griffes* (20/02/12). Récemment blanchi par la Cour d'Appel de Niamey, le 14 février, dans l'affaire dite du Fonds d'Aide à l'Energie, M. Seïni Oumarou et son parti ont en revanche été désavoués par le Tribunal de grande instance de Niamey, suite à la plainte déposée par deux militants candidats à la députation dans la région de Dosso, pour « non respect du pacte de zonage lors de la répartition des postes », rapporte le journal. Les deux militants « comptent poursuivre la bataille judiciaire jusqu'à ce qu'ils soient réhabilités » et obtenir les postes respectifs de député et de suppléant qui auraient dû leur revenir.

### **RDP Jama'a**

- « Sortie fracassante de Mohamed Ben Omar contre la transition de Salou Djibo et le régime de Mahamadou Issoufou », annonce *Le Témoin* (20/02/12). L'ancien ministre du Président Tandja et artisan du Tazartché, aujourd'hui converti à la majorité présidentielle, sur le plateau d'une télévision privée de la place « a affirmé que le soutien [apporté] à Issoufou Mahamadou est son plus gros regret [...], constatant que le Président est un homme complètement coupé de la réalité de son pays [...] », rapporte le journal.

- « La nostalgie du Tazarché refait surface », commente *Le Républicain (23/02/12)*. « On ne sait pas ce qui a pris au 4<sup>ème</sup> vice président de l'Assemblée nationale pour scier la branche sur laquelle il est assis, mais sa sortie n'a pas manqué de susciter l'indignation dans les rangs de son la majorité [et] de son parti ». Pour *La Roue de l'Histoire (22/02/12)*, « la pression du Tazartché et la menace de poursuite judiciaire pour une affaire de dilapidation des deniers publics ont fini par ronger le frein du député national », et le journal de rappeler que le nom du député fait partie de la liste transmise par le gouvernement à l'Assemblée nationale en vue de demander la levée de leur immunité parlementaire.

- « Une critique virulente », poursuit *La Griffes (27/02/12)*, qui « constitue le signe palpable du malaise qui traverse la majorité au pouvoir ».

## **Moden Lumana**

« Hama [Amadou] convoque une rencontre des principaux partis de la majorité : le projet de reconstruction de la CDS-Rahama et la sortie de Ben Omar présentés comme des menaces pour le régime », titre *Le Témoin (28/02/12)*.

## **SOCIETE**

### **Santé**

« Recrudescence du choléra : plusieurs régions du Niger sous la menace », annonce *L'Événement (27/02/12)*, notamment la région de Tillabéri qui, à l'approche de la saison des pluies, « reste plus que jamais menacée », étant donné la précarité des conditions de vies des personnes qui ont trouvé refuge dans la région pour fuir le conflit dans le Nord du Mali.

## **ECONOMIE**

### **BIA**

- « Le Directeur général a démissionné », annonce *L'Enquêteur (24/02/12)*, suite à la levée de boucliers des agents de la banque concernant la réorganisation de l'organigramme directionnel et la « prétendue réduction des avantages » de certains cadres, précise le journal. Nommé à ce poste il y a moins de deux mois, après la reprise du principal actionnaire par la banque burkinabé Coris Bank International, le Sénégalais M. Thierno Seydou Nourou Sy « a cédé à la forte pression du personnel », soutenu par le Conseil d'Administration et la Chambre du Commerce, d'agriculture, d'industrie et d'Artisanat du Niger, *La Griffes (27/02/12)*.

- « 11 agents de la banque reçoivent des virements de l'ordre de 4.000 à 10.000 euros via des banques étrangères et sept clients détiennent [à eux seuls] les 70% des crédits [...] sans que les actionnaires ne soient au courant », rapporte *Le Visionnaire (29/02/12)*, suite à une conférence de presse animée par le Directeur Général sortant.

### **AREVA**

- Le Ministre d'Etat, ministre des Mines et du Développement industriel a annoncé, en conseil des ministres du 15 février, la revalorisation du prix du kilo de l'uranium à 73.000 Fcfa [70 000 Fcfa actuellement], après négociation, avec les partenaires, sur les prix d'enlèvement. « Une avancée notable dans l'histoire des négociations des prix de l'uranium », commente *Le Sahel (16/02/12)*.

- « Report de la production d'Imouraren [et revalorisation du kg d'uranium] : où se trouve la vérité ? », titre *Le Témoin (20/02/12)*. « On apprend que l'exploitation de la mine d'Imouraren démarrera en 2014 », déclare le journal, qui s'interroge sur la contrepartie accordée par les autorités nigériennes à AREVA, dans les récentes négociations ayant abouti à la revalorisation du prix du kg d'uranium.